

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET STRATÉGIQUE

DIRECTION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS TERRESTRES

**Questions et commentaires
sur la demande de modification du décret numéro 66-2018
pour le projet de reconstruction de la route 293 sur le territoire
de la municipalité de Notre-Dame-des-Neiges
par le ministère des Transports, de la Mobilité durable
et de l'Électrification des transports**

Dossier 3211-05-438

Le 19 février 2025

*Environnement,
Lutte contre
les changements
climatiques,
Faune et Parcs*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
QUESTIONS ET COMMENTAIRES	2
1 MILIEUX HUMIDES ET HYDRIQUES	2
2 ACTIVITÉS DE DÉBOISEMENT ET ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES.....	6
3 FAUNE.....	7
4 PROGRAMME DE COMPENSATION	8
5 CLIMAT SONORE	9

INTRODUCTION

Le présent document regroupe les questions auxquelles doit répondre le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) afin de déterminer si sa demande de modification du décret numéro 66-2018 concernant le projet de reconstruction de la route 293 sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-des-Neiges, déposée en vertu l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (chapitre Q-2) est acceptable sur le plan environnemental.

L'analyse a été réalisée par la Direction de l'évaluation environnementale des projets terrestres en collaboration avec certaines unités administratives du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

En vertu des articles 118.5.0.1 de la LQE et 18 du RÉEIE, ces renseignements seront mis à la disposition du public et publiés au Registre des évaluations environnementales.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

1 MILIEUX HUMIDES ET HYDRIQUES

QCM - 1 À la section 1 du document *Contenu de la demande de modification de décret*, l'initiateur indique « La présente demande de modification de décret concerne l'ajout au projet d'empiétement en milieux humides, non présenté initialement dans l'étude d'impact (décret no 66-2018, émis le 2 février 2018). Lors de la caractérisation biologique complémentaire effectuée à l'été 2024, une perte supplémentaire permanente de milieux humides de 1,3 hectare (13 427 m²) a été évaluée à la suite de relevés de terrain. Cette superficie inclut 7 milieux humides avec des pertes permanentes, dont 1 site avec une perte temporaire ».

Les nouvelles études déposées dans le cadre de la modification de décret montrent la présence de milieux humides et hydriques (MHH) dans l'emprise du projet et indiquent des impacts permanents sur plusieurs de ces milieux. Selon l'article 46.0.1 de la LQE, la loi a pour objectif d'éviter les pertes de milieux humides et hydriques, de favoriser la conception de projets qui minimisent leurs impacts sur le milieu récepteur et de favoriser une gestion intégrée des milieux humides et hydriques dans une perspective de développement durable et en considération de la capacité de support de ces milieux et de leur bassin versant, ainsi que des enjeux liés aux changements climatiques.

Considérant la présence des milieux humides dans le tracé actuel, l'initiateur doit faire la démonstration que le projet permet de rencontrer les objectifs de l'approche éviter-minimiser-compenser. À titre informatif, le MELCCFP invite l'initiateur à prendre connaissance du document *Les milieux humides et hydriques*¹.

QCM - 2 À la section 4 du document *Contenu de la demande de modification de décret*, l'initiateur indique « Il faut prendre en considération qu'aucun milieu humide répertorié ne se catégorise comme étant un milieu à forte valeur écologique, soit une tourbière intégrale ouverte ou un étang dans l'aire d'étude où les inventaires ont été réalisés en 2024 ». Or, selon les données des caractérisations écologiques déposées dans la demande de modification de décret, l'effort d'échantillonnage des MHH s'est limité à l'emprise même des travaux. À titre d'exemple, le complexe de milieux humide (MH-1 et MH-2) est situé à proximité de milieux humides potentiels dont la délimitation n'a pas été établie dans le cadre de ce projet. La présence de plusieurs cours d'eau dans le secteur, dont certains découverts récemment (2024), témoigne également de la diversité des milieux naturels potentiellement présents dans le secteur. De plus, l'aspect de connectivité de tous les milieux recensés n'a pas été mis en évidence lors de cette étude. Ces éléments laissent penser que le portrait global de l'étendue des milieux humides pour l'ensemble du secteur ne serait pas représentatif et que l'impact sur ces milieux serait sous-estimé.

¹ Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (2021). *Les milieux humides et hydriques – L'analyse environnementale – décembre 2021*. 21 pages. [En ligne : [Les milieux humides et hydriques – l'analyse environnementale – décembre 2021](#)].

- a) Le document B) montre que les milieux humides MH- 1, MH- 2, MH- 4, MH- 5, MH- 2023-1 et MH-2023-2, sont impactés en partie par les activités du projet. La délimitation des milieux humides MH-3, MH-4 et MH-5 se limite à l'emprise du projet ce qui laisse croire que les milieux humides continuent au-delà de l'emprise du projet. La délimitation des milieux humides MH-1, MH-2 et MH-2023-2 déborde de l'emprise du projet. L'initiateur doit faire la démonstration que les impacts des activités du projet sur les milieux humides et hydriques se limiteront à l'emprise du projet;
- b) Si l'initiateur ne peut pas faire la démonstration demandée en a), l'initiateur doit évaluer l'impact du projet sur l'entièreté des milieux humides et hydriques impactés par le projet. L'initiateur devra donc ajuster les superficies des pertes permanentes et temporaires et ajuster le programme de compensation afin de prendre en compte ces nouvelles superficies;
- c) Dans tous les cas, l'initiateur doit fournir les mesures d'atténuation afin de protéger les milieux humides et hydriques localisés à proximité de l'emprise du projet.

QCM - 3 À la section 1 et 4 du document *Contenu de la demande de modification de décret*, l'initiateur indique que la perte supplémentaire permanente des milieux humides est évaluée à 1,34 ha (13 427 m²). Il est indiqué que cette superficie inclut sept (7) milieux humides avec des pertes permanentes, dont un (1) site avec une perte temporaire. Or, en tenant compte du tableau présenté dans le document B), la perte permanente serait plutôt évaluée à 1 ha (9 993,58 m²).

- a) Afin d'établir précisément les superficies de milieux humides qui seront impactées par le projet, l'initiateur doit réévaluer et présenter les superficies d'empiétements temporaires et permanents;
- b) Dans le cas où il s'agirait d'empiétements temporaires prévus dans le milieu MH- 2023-2, les modalités de remise en état d'un tel milieu doivent être précisées.

QCM - 4 Concernant la section 18 *Ouvrages provisoires en milieu hydrique* du document I) (devis 185), il est permis d'effectuer une restriction de l'écoulement pouvant aller jusqu'au 2/3 de la largeur du cours d'eau au débit plein bord. Il est également permis d'interrompre un cours d'eau pour 2 périodes de 20 jours consécutifs par ouvrage. Ce qui pourrait mener à des interruptions allant jusqu'à plus de 100 jours pour un même cours d'eau lorsqu'il y a présence de plusieurs traverses. Ces mesures sont donc susceptibles d'avoir un impact sur l'habitat du poisson en amont et en aval du site des travaux. Bien que l'initiateur mentionne que le libre passage n'est pas requis sur les cours d'eau en question, cette démonstration devra être fournie et sera analysée au moment de la demande d'autorisation ministérielle afin de confirmer que les méthodes de travail proposées ne sont pas susceptibles d'avoir un impact sur le poisson et son habitat. Une attention particulière devra également être portée au maintien de l'écoulement et à la qualité de l'eau dans les habitats situés en aval de la zone des travaux.

L'initiateur doit s'engager à fournir la démonstration que le libre passage n'est pas requis sur les cours d'eau ciblés lors de la première demande d'autorisation ministérielle.

QCM - 5 À la section 5.2 du devis 185, l'initiateur mentionne que « Si l'ensemble de ces conditions ne peut pas être respecté, l'entrepreneur doit transmettre une déclaration de conformité au MELCCFP, en tant que représentant du MTMD, au moins 30 jours avant la mise en place de l'ouvrage ». Dans le même ordre d'idée, à la section 7.2 du devis 185, l'initiateur mentionne que « Si l'entrepreneur ne peut pas respecter les exigences précédemment citées, il doit transmettre au MELCCFP une déclaration de conformité pour l'aménagement de chaque pont ou ponceau temporaire ».

Or, en vertu du premier et quatrième paragraphe de l'article 46 du *Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement* (REAFIE), les activités de déboisement et la construction d'un pont et d'un ponceau, incluant les ouvrages temporaires ne peuvent faire l'objet d'une déclaration de conformité ou être exemptées d'une autorisation à moins de faire l'objet d'une décision contraire en vertu de l'article 31.6 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le décret numéro 66-2018 daté du 7 février 2018 ne permet pas actuellement de déposer une déclaration de conformité pour ces activités. Une autorisation ministérielle est nécessaire pour réaliser ces activités.

L'initiateur doit s'engager à corriger les sections mentionnées plus haut du devis 185 en fonction de l'éventuelle décision gouvernementale prise dans le cadre de cette demande de modification du décret numéro 66-2018.

QCM - 6 À la section 6 du document *Contenu de la demande de modification de décret*, l'initiateur indique que : « Le MTMD prévoit des pontages temporaires hors de la limite du littoral comme mesures d'atténuation pour la réalisation des travaux de déboisement hors des milieux humides et hydriques ». Toutefois à la section 4, l'initiateur indique un empiètement de 132,9 m² est prévu en littoral pour les activités de déboisement.

- a) L'initiateur doit préciser les interventions prévues en littoral pour les activités de déboisement.

QCM - 7 À la section 4 du document *Contenu de la demande de modification de décret*, l'initiateur indique que : « Ainsi, deux cours d'eau ont été ajoutés à la suite des inventaires terrain complémentaires et une consultation effectuée auprès de la MRC Les Basques. Il s'agit du cours d'eau # 14, situé derrière le garage de l'entreprise Gervais Dubé (ouest du garage) et du cours d'eau se jetant dans le cours d'eau # 8, à la hauteur du MH-6 (branche de cours d'eau) ». Or, le document C) *Caractérisation des cours d'eau et de l'habitat du poisson* ne comprend pas de caractérisation du cours d'eau MH6 qui est pourtant considéré comme n'étant pas un habitat du poisson.

- a) L'initiateur doit fournir une caractérisation du cours d'eau en question et préciser les raisons faisant en sorte qu'il ne s'agit pas d'un habitat du poisson.

Concernant le cours d'eau # 14, dans le document C), l'initiateur indique « Considérant l'absence de connexion hydrique en amont et la présence d'un fossé de route en aval du tronçon étudié, ce cours d'eau n'est pas considéré un habitat du poisson et le libre passage ne doit pas y être assuré ». La présence d'un fossé en aval du secteur en question n'est pas

un indicateur d'une absence d'habitat du poisson puisque s'il y a une connexion avec le réseau hydrique en aval, le poisson est donc susceptible de fréquenter la zone des travaux. Selon les données de lit d'écoulement potentiel issues du LiDAR, le fossé situé en aval est susceptible d'être considéré comme un cours d'eau intermittent raccordé au réseau hydrique. Par conséquent, le cours d'eau # 14 pourrait être considéré comme habitat du poisson et être utilisé en période printanière et automnale.

- b) L'initiateur doit préciser si des obstacles naturels infranchissables sont présents en aval du secteur en question. L'absence de connectivité naturelle en aval pourrait justifier l'absence d'habitat du poisson.

QCM - 8 Le MELCCFP comprend que l'initiateur a l'objectif d'intégrer autant que possible les aménagements compensatoires à même le projet (p. ex. retrait de ponceau, relocaliser un cours d'eau). Le document D) précise ces superficies pour le littoral et la rive. Selon ce qui est indiqué, les gains en milieu hydrique sont directement attribuables aux éléments suivants : réaménagement de cours d'eau, retrait de ponceau, remplacement de cours d'eau et relocalisation de cours d'eau.

Pour être attribuable à un gain environnemental, l'aménagement proposé doit atteindre les critères de restauration d'un milieu humide ou hydrique. Selon le *Guide d'élaboration d'un projet de restauration ou de création de milieux humides ou hydriques*², la restauration est définie comme une « activité menée de façon intentionnelle et qui implique une intervention sur le milieu (SER, 2005). Les activités visent à amorcer ou à accélérer la régénération naturelle d'un écosystème dégradé, artificialisé ou détruit (SER, 2004) en modifiant les fonctions écologiques, la structure, les processus, la dynamique et les caractéristiques physiques, chimiques ou biologiques d'un site. L'objectif est de rétablir des conditions biotiques et abiotiques du type d'écosystème qui existait ou qui est dégradé à un endroit donné. Pour les milieux humides, les travaux devraient prioritairement assurer un retour des conditions hydrologiques (afin d'assurer la pérennité de l'alimentation en eau) et de la végétation hydrophyte. Pour les milieux hydriques, les travaux devraient assurer un retour d'un état compatible avec le régime hydrologique (état hydrologique et hydraulique) et la dynamique hydrosédimentaire (état hydromorphologique) et rétablir les continuités écologiques le long des cours d'eau ».

Enfin, le MELCCFP comprend que l'initiateur a inclus la végétalisation (réaménagement des rives) dans le calcul des gains associés au projet. Bien qu'il s'agisse d'une bonne pratique, la végétalisation en littoral et en rive constitue plutôt une mesure d'atténuation des impacts puisqu'elle vise le rétablissement d'une ou plusieurs fonctions écologiques. Il ne s'agit pas d'une création ou d'une restauration de milieux hydriques.

L'initiateur doit :

- a) Démontrer la viabilité des aménagements compensatoires;

² Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (2021). *Guide d'élaboration d'un projet de restauration ou de création de milieux humides et hydriques*. 32 p. [En ligne : [Guide d'élaboration d'un projet de restauration ou de création de milieux humides et hydriques – décembre 2021](#)]

- b) Présenter un programme de suivi des aménagements compensatoires;
- c) Ajuster les superficies des pertes permanentes et temporaires et ajuster le programme de compensation afin de prendre en compte ces nouvelles superficies (voir QCM – 2b).

2 ACTIVITÉS DE DÉBOISEMENT ET ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

QCM - 9 Lors du processus d'analyse de la demande d'autorisation ministérielle (AM000026874) pour les travaux de déboisement, l'initiateur a été questionné sur le plan de déboisement et les superficies qui seront impactées par cette activité. En réponse à la première demande d'information (réponse à la Q6 du document H)), il est mentionné que les travaux de déboisement feront désormais partie des travaux généraux et que ces derniers seront intégrés aux plans et présentés lors de la demande d'AM correspondante. Le MELCCFP constate, toutefois, que les plans présentés dans le document K de la présente demande n'ont pas été mis à jour en fonction des points soulevés à la question Q6.

Comme il serait possible que l'activité de déboisement puisse faire l'objet d'une déclaration de conformité en vertu de l'article 46 du REAFIE, il n'y aurait donc pas de demande d'autorisation ministérielle pour l'activité de déboisement contrairement à ce que l'initiateur mentionne dans sa réponse à la Q6 du document H. Dans ce contexte, l'initiateur doit, à cette étape, intégrer toutes les composantes écologiques d'intérêts (milieux humides, milieux hydriques et espèces floristiques exotiques envahissantes (EFEE)) dans les plans des travaux généraux.

Dans la même perspective, les éléments de réponses transmises à la question 8 du document H), devraient également être mis à jour afin de préciser les mesures établies pour la gestion des EFEE. En effet, les travaux de déboisement en milieu terrestre semblent être situés dans des secteurs où l'on retrouve plusieurs EFEE, dont une espèce désignée comme étant prioritaire (Érable de Norvège) par le ministère.

L'initiateur doit :

- a) Transmettre un plan révisé pour les activités de déboisement intégrant toutes les composantes écologiques d'intérêts (milieux humides, milieux hydriques et EFEE) en incluant les superficies à déboiser et en indiquant sur ce plan, les zones qui pourraient être nécessaires pour permettre des accès aux zones générales de déboisement;
- b) Détailler la procédure de gestion des EFEE lors des travaux de déboisement à proximité des sites d'entreposage temporaires identifiés et les mesures de minimisation qui seront déployées pour éviter la propagation de ces espèces dans les milieux naturels;

- c) Indiquer si le devis 185 s'applique pour les activités de déboisement, et plus précisément, si les mesures d'atténuation présentées dans la section 13 *Espèces floristiques exotiques envahissantes* s'appliquent.

QCM - 10 À la section 13 du devis 185, l'initiateur indique « Des mesures sont prévues afin de limiter la propagation d'espèces floristiques exotiques envahissantes ». Considérant que des interventions sont prévues en milieu aquatique, le MELCCFP recommande de prévoir également des mesures afin de limiter la propagation d'espèces fauniques exotiques envahissantes. Notamment en nettoyant tout le matériel (p. ex. batardeau) conformément au *Guide des bonnes pratiques en milieu aquatique dans le but de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces aquatiques envahissantes*.³

L'initiateur doit s'engager à ce que son projet respecte le *Guide des bonnes pratiques en milieu aquatique dans le but de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces aquatiques envahissantes*.

3 FAUNE

QCM - 11 Dans le document E) *Inventaires complémentaires de la faune - couleuvre à collier, chiroptères et hibou des marais*, l'initiateur indique que l'ensemble des relevés acoustiques pour les chiroptères seront présentés ultérieurement dans le cadre d'un addenda présenté au MELCCFP.

Bien que la totalité des données acoustiques ne soit pas disponible pour le moment, la Direction de la gestion de la faune du Bas-Saint-Laurent (DGFa-01) souhaite être informée en cas de découverte fortuite d'hibernacle ou si les analyses acoustiques suggèrent la présence d'hibernacle dans le secteur visé par le déboisement. Des mesures d'atténuation additionnelles pourraient être demandées le cas échéant.

La période de restriction prévue pour le déboisement permet d'éviter la période de reproduction des chiroptères qui s'étend du 1^{er} juin au 15 août. Le MELCCFP recommande toutefois d'ajouter les mesures suivantes pour la protection des arbres qui pourraient être utilisés comme site de repos ou de maternités pour les chauves-souris :

- Éviter autant que possible la coupe des gros chicots;
- Limiter le déboisement au strict minimum.

L'initiateur doit :

- a) Déposer l'ensemble des analyses acoustiques afin de fournir un portrait adéquat du secteur en période de migration automnale et indiquer si les analyses acoustiques suggèrent la présence d'hibernacle dans le secteur visé par le déboisement;

³ Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (2018). *Guide des bonnes pratiques en milieu aquatique dans le but de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces aquatiques envahissantes*. 40 pages. [En ligne : [Guide des bonnes pratiques en milieu aquatique dans le but de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces aquatiques envahissantes](#)].

- b) S'engager à informer la DGFa-01 en cas de découverte fortuite d'hibernacle;
- c) Indiquer s'il compte appliquer les recommandations pour la protection des arbres mentionnées plus haut.

QCM - 12 Le devis 185 présenté au moment de la demande d'autorisation ministérielle (AM000026874) pour le déboisement présenté en août 2024 comprenait une section *Protection de la faune* qui incluait des mesures de protection pour la faune aviaire (11.1) et l'herpétofaune (11.2). Or, ces sections ne figurent plus au devis 185 présenté dans le cadre de la demande de modification de décret.

Considérant les inventaires qui ont été réalisés, les mesures prévues pour l'herpétofaune ne sont pas requises, toutefois le MELCCFP demande que la section 11.1 sur l'avifaune soit réintégrée au devis 185 :

« 11.1 Protection de l'avifaune

Aucun déboisement n'est permis durant la période de nidification qui s'étend du 1er mai au 15 août dans la région visée par les travaux. Même en dehors de cette période, il est interdit de détruire, de déranger ou de manipuler un nid d'oiseau actif. En cas de découverte d'un site de nidification actif sur le chantier ou à proximité, et ce, même en dehors de la période de protection, l'entrepreneur doit arrêter les travaux à l'endroit de la découverte et en aviser le surveillant immédiatement ».

- a) L'initiateur doit modifier le devis 185 pour ajouter la section 11.1 *Protection de l'avifaune*.

Il est également recommandé qu'une zone de protection autour du nid actif soit mise en place, et ce, jusqu'à la fin de la période de nidification lorsque les oiseaux ont quitté d'eux-mêmes le nid. La zone de protection doit être définie selon l'espèce et il est recommandé de contacter la DGFa-01 en cas de découverte fortuite.

- b) L'initiateur doit s'engager à informer la DGFa-01 en cas de découverte fortuite de nid actif et d'appliquer une zone de protection selon l'espèce.

4 PROGRAMME DE COMPENSATION

QCM - 13 Le projet de restauration retenu par le MTMD en vue de compenser les pertes des milieux humides et hydriques de ses projets est acceptable dans sa forme actuelle puisqu'il répond de manière satisfaisante au besoin d'identification du projet de restauration qui sera mis en œuvre. Toutefois, le MELCCFP note que les objectifs de restauration présentés sont décrits de façon sommaire et que les superficies qui seront impactées ne seraient pas à jour.

L'initiateur doit bonifier le projet de restauration en ajoutant les éléments suivants :

- a) À la page 7 du document F, nous constatons que la perte totale occasionnée en milieux humides et hydriques, relative au projet de la route 293 ne semble pas être

à jour. La superficie totale à compenser serait de à ajuster en fonction de la réponse à la QCM-2b et QCM-8.

- b) À la page 10 du document F, nous constatons que les objectifs de restauration se concentrent principalement sur la végétation et le régime hydrologique. Le MELCCFP comprend qu'il s'agit des deux éléments qui sont les plus affectés lors des activités d'extraction des tourbières, mais le plan de restauration devrait contenir également les informations concernant les caractéristiques de la tourbe. Cet aspect devrait être pris en compte afin de s'assurer du succès du projet de restauration. D'ailleurs, le MELCCFP comprend qu'une étude de caractérisation (un état de référence) a été réalisée en 2024, mais que celle-ci n'a pas été présentée. Le plan de restauration doit tenir compte de cette étude afin de vérifier que les objectifs prévus et les modalités de suivis peuvent être atteints dans le cadre de ce projet.

L'initiateur doit s'engager à déposer l'étude de caractérisation dans la cadre de la première demande d'autorisation ministérielle.

- c) À la page 11 du document F, le MELCCFP constate que le programme de suivi est incomplet. L'initiateur doit présenter les paramètres de suivi, le calendrier déployé ainsi que les mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs de restauration. De manière générale, un calendrier détaillé de toutes les opérations de restauration et de mise en œuvre du projet est recommandé.

L'initiateur doit s'engager à déposer ces informations dans le cadre de la première demande d'autorisation ministérielle.

5 CLIMAT SONORE

QCM - 14 Le MELCCFP prend note du document N) Gestion du bruit (devis 186). Or, tel qu'indiqué à la condition 4 du décret numéro 66-2018 daté du 7 février 2018, « Ce programme doit également prévoir des mesures d'atténuation à mettre en place si la situation l'exige et des mécanismes pour informer les citoyens demeurant à proximité du chantier du déroulement des activités et permettre qu'ils puissent faire part de leurs préoccupations et de leurs plaintes, le cas échéant ». Le devis 186 ne mentionne pas de mécanisme de communication en place pour des échanges entre l'initiateur et la population.

L'initiateur doit :

- a) Présenter des mécanismes pour informer les citoyen[e]s demeurant à proximité du chantier du déroulement des activités et permettre qu'ils puissent faire part de leurs préoccupations et de leurs plaintes;
- b) Indiquer si le devis 186 s'applique pour l'activité de déboisement.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Borduas'.

Alexandre Borduas, M. Sc. Eau
Chargé de projet